

# Au Pérou, les succès d'une politique économique pragmatique

Le gouvernement d'Alan Garcia a su éviter, contrairement à celui d'Hugo Chavez au Venezuela, les tensions inflationnistes et les dérives budgétaires nées du boom des matières premières

JAVIER SANTISO

Il se passe quelque chose d'inédit en Amérique latine. Traditionnellement, les périodes de prospérité liées aux revenus des matières premières, comme celle que nous connaissons aujourd'hui, étaient synonymes de politiques fiscales expansives, accompagnées d'inflation et d'autres maux qui, cette fois-ci, ne se sont pas manifestés. Dans l'ensemble de la région, malgré la hausse de la consommation et la croissance généralisée, l'inflation demeure sous contrôle. De plus, les politiques budgétaires sont restées très saines en dépit d'un calendrier politique extrêmement chargé, notamment en 2006.

Cette situation n'est cependant pas homogène. Le Venezuela l'atteste de manière flagrante. Fortement dépendant des ressources naturelles, l'économie cumule pressions inflationnistes, dépenses publiques erratiques et gestion inconsidérée de l'or noir. Surfant sur des exportations qui reposent exclusivement sur le pétrole (90 % du total), le gouvernement multiplie les dépenses. Et l'inflation figure parmi les plus élevées de la région (17 % en 2006).

Ces errements ne sont cependant pas représentatifs de l'évolution plus générale de la région. Une nouvelle tendance se dessine. Du nord au sud du continent, nous assistons à l'émergence d'une politique économique singulièrement pragmatique. Dans un ouvrage publié en 2005 (*Amérique latine. Révolutionnaire, libérale, pragmatique*, Ed. Autrement), nous avons signalé que cette transformation silencieuse représentait l'émergence d'une « économie politique du possible », faite de continuité et de pragmatisme, capable de combiner l'orthodoxie sur le plan fiscal et monétaire avec une bonne dose de politique sociale. Une partie de cette publication était consacrée au bon élève de la région, le Chili, parfait exemple de ce possibi-

lisme. A ses côtés figuraient le Mexique et le Brésil, mais aussi la Colombie et l'Uruguay, ce qui prouve que ce pragmatisme économique n'a pas de couleur politique assignée.

Depuis lors, il s'est maintenu dans les pays mentionnés au-delà des changements politiques intervenus au cours des élections 2006. Il semblerait même que d'autres pays rejoignent ce groupe, le cas le plus spectaculaire étant celui du Pérou. Ce pays, durement frappé par un tremblement de terre, effectue un virage économique remarquable. A l'instar du Venezuela, il figure parmi les économies de la région les plus dépendantes des matières premières, avec 75 % des exportations constituées par les métaux (dont l'or) ou les produits agricoles non transformés. En 2006, le pays a été sur le point d'opter pour une rupture radicale et de se tourner irrémédiablement vers une économie politique de « l'impossible », à l'image de la révolution bolivarienne du voisin andin. Avec l'élection d'Alan Garcia à la présidence, les fantômes du passé semblaient ressurgir.

Mais le nouveau président a surpris d'emblée. Dès sa prise de fonctions, il a nommé comme ministre de l'économie et des finances Luis Carranza, un économiste reconnu sur le plan international, réputé non seulement pour sa rigueur et ses qualifications techniques, mais également pour son grand pragmatisme. M. Carranza possède une solide expertise acquise au sein du secteur privé (il était économiste en chef pour l'Amérique latine et les marchés émergents au sein de la banque espagnole BBVA) et une grande expérience de la gestion macroéconomique.

En 2006, l'économie péruvienne a atteint des taux de croissance comparables à ceux des pays asiatiques (8 %) et devrait enregistrer des niveaux équivalents en 2007. Si cette tendance se maintient, cela devrait permettre de réduire le niveau actuel de pauvreté de 50 % à 40 % d'ici à la fin du mandat du gouvernement en place. La devise est restée stable et, malgré les pressions dues à la forte croissance, l'inflation a à peine vacillé. La balance courante a enregistré un excédent record (2,2 % du PIB en 2006), tandis que les réserves dépassaient les 20 milliards de dollars. Parallèlement, la dette extérieure s'allégeait rapidement, représentant 31 % du produit intérieur brut (PIB) fin 2006, contre 50 % sur la période 2000-2004. Mi-2007, le pays est parvenu à renégocier sa dette avec le Club de Paris.

Tout cela place le Pérou sur le chemin d'un *investment grade* (notation du risque d'investissement) modéré, tant convoité par les économies émergentes. Parallèlement, le risque-pays a atteint un minimum historique en juin 2007 (95 points de base au-dessus des bons du Trésor américain). Naturellement, la période de prospérité exceptionnelle que connaissent les économies basées sur les matières premières explique en grande partie ces succès. Mais, comme l'illustre a contrario l'exemple vénézuélien, il ne suffit pas de se laisser porter par la vague pétrolière pour assainir l'économie d'un pays. Une bonne gestion de l'environnement macroéconomique est nécessaire pour ne pas subir le reflux qui suit généralement ce type de boom. Les progrès péruviens donnent désormais le ton : quelque chose est en train de changer dans les Amériques. ■

Javier Santiso est économiste en chef du Centre de développement de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).